

### Les conglomérats familiaux (3). Suharto & Co.

Dominique Lorrain, CNRS (Latts-Ecole des Ponts Paristech)  
Janvier 2015

Bien qu'il s'agisse d'une histoire passée, datant des années 1990, les conglomérats d'Indonésie, liés à la famille Suharto, restent exemplaires d'un problème toujours d'actualité en matière d'action collective : l'importance de la distinction entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. L'équation est simple dans son principe. Le développement économique et le progrès pour tous passent par des investissements dans des infrastructures et autres biens essentiels (World Bank, 1994). Comme il s'agit d'opérations qui sortent de l'ordinaire et requièrent un effort collectif de longue durée, il faut pour y parvenir une volonté politique au plus haut niveau de l'Etat et des institutions stables. Il faut que les élites adhèrent à l'idée que le bien commun se distingue de leurs intérêts privés et que l'accès au pouvoir ne constitue pas le mécanisme de la répartition des rentes à leur bénéfice principal. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies l'énergie collective se dissipe, les aides internationales "s'évaporent" et les projets n'aboutissent pas. Ces questions qui touchent au comportement des élites doivent être prises en compte frontalement. La difficulté de nombreux pays émergents à s'équiper en infrastructures essentielles – réseaux techniques, éducation, santé – masque en fait un défaut majeur d'engagement politique des élites et des pratiques de corruption. L'Indonésie a connu depuis les années 1970 une croissance forte ; elle a bénéficié du soutien sans faille de l'aide internationale – jusqu'à 4 milliards de dollars par an de la part des Etats-Unis et des aides du Japon et de pays développés pour un montant équivalent<sup>1</sup>. Et pourtant elle continue de souffrir d'inégalités, de mauvaise qualité de ses infrastructures et de corruption. Selon Transparency International, en matière de transparence et de probité l'Indonésie occupe le 100<sup>ème</sup> rang sur 183 pays<sup>2</sup>.

Avec l'arrivée au pouvoir du Président Suharto en 1966 et jusqu'à sa chute en 1998, le pays a pris le chemin d'un capitalisme étatique caractérisé par la formation de quelques grands groupes privés étroitement associés aux décisions publiques (Mobarak et Purbasari, 2006). Ils ont prospéré sur des monopoles. Relèvent de cette "première couche" les quatre majors : Salim, Astra, Sinar Mas, Lippo et quelques autres dans le tabac (Raillon, 1991). Cette forte imbrication entre le monde des entreprises et celui de la politique a entraîné l'émergence d'une "deuxième couche" d'entreprises, animées directement par des proches du président : les enfants – Bimantara (n° 6)<sup>3</sup>, Humpuss Group (n°18), Citra Lamtoro Gung-, ou des alliés de la famille comme Bob Hasan (n° 11). *The President's children and friends are virtually synonymous with Indonesian Big Business*<sup>4</sup>. On les retrouve dans les politiques de privatisation des infrastructures : autoroutes, électricité, télécommunications, déchets, eau.

Dans un monde asiatique aux conglomérats complexes par les jeux de participations, l'Indonésie se caractérise par des formes encore plus opaques. Dans ces conglomérats familiaux la consolidation des comptes n'est pas une pratique courante, une grande partie des filiales ne sont pas cotées et échappent à toute règle comptable stricte<sup>5</sup>. Les

<sup>1</sup> The New York Times, Jan. 28, 2008, Suharto Dies at 86 .....

<sup>2</sup> Le Monde, 5 février 2013, 4

<sup>3</sup> Classement présenté par le Financial Times, Jan 4, 1998 avec des données de 1995. La liste établie par Raillon (op. cité, p. 97) présente les quarante premiers conglomérats en 1989. Voir aussi Mobarak et Purbasari, 2006 ; Rosser, 2013.

<sup>4</sup> Business Week, Nov 17, 1997, 44

<sup>5</sup> Voir Bimantara et la difficultés d'avoir des comptes annuels, FT Aug 22, 1996

participations financières, officielles et visibles se trouvent souvent doublées par des relations personnelles entre ayants droit, membres d'une même famille ou d'un même clan politique. Pendant les années 1990 le pays connaît une croissance d'environ 8% par an et une multiplication des projets dans les infrastructures ; l'heure est à l'optimisme et les chiffres font rêver dans ce pays de presque 200 millions d'habitants. L'Indonésie participe au "miracle" de l'Asie du sud-est. Puis vient le contre coup, brutal et symétrique d'une période de croissance débridée : la crise économique de l'été 1997, les manifestations violentes qui chassent le vieux président du pouvoir en mai 1998. A plus d'un titre c'est une histoire qui sort de l'ordinaire, avec des sommets de l'Etat qui se comportent comme des chefs de clans et des décideurs aux figures de play-boys<sup>6</sup>. Ce monde fréquente l'establishment international des institutions de développement et des grands groupes en faisant comme si les termes de "contrats", de "transparence" avaient partout le même sens. L'opulence affichée cohabite avec une extrême pauvreté d'une partie de la population – dans des quartiers de villes sans desserte et des villages non équipés.

Cette histoire exceptionnelle par sa durée nous dévoile plusieurs phénomènes à portée générale. Elle nous intéresse d'abord comme une forme extrême d'une gestion de biens essentiels à partir d'une logique privée d'accumulation familiale. Dans ce qui suit nous présentons les conglomérats de la famille Suharto et de proches, jusqu'au moment de leur mise en cause après le changement politique. Cette histoire nous montre aussi le formidable éclectisme de ces conglomérats, aux antipodes du principe de spécialisation. Ces organisations se saisissent de tout ce qui passe à leur portée et leur portefeuille reflète la nature de la base économique de leur pays. En Indonésie où le secteur primaire reste important cela se traduit, en partie, par une présence dans l'industrie forestière ou le commerce de la girofle. Cette histoire peut enfin être versée à une réflexion sur le rôle des institutions dans le développement. Elle démontre l'importance du facteur temps dans la mise au point d'un ensemble institutionnel complet. Le passage d'une économie coloniale à un ordre ouvert ne s'accomplit pas instantanément par le changement de quelques têtes (Bafail, 2013). L'Indonésie a certes été un symbole du mouvement développementaliste, à cette occasion une nouvelle élite économique, plus urbaine, s'est formée en rupture avec les grands propriétaires ruraux ; ce faisant elle a capté cette transformation à son avantage.

#### Les enfants du président Suharto et leurs entreprises

1. Siti Hardiyanti Rukmana 1949 (Tutut), (CLG)
2. Sigit Harjojudanto 1951 (Humpuss)
3. Bambang Trihatmodjo 1953 (Bimantara)
4. Siti Hediati Harijadi Prabowo 1959 (Titiek), (CLG)
5. Hutomo Mandala Putra 1962 (Tommy), (Humpuss)
6. Siti Hutami Endang 1964 (CLG)

Voir Winters, 2011, 168-169.

<sup>6</sup> Ainsi après la fermeture de la **Suma Bank** en 1992, la banque centrale cherche un reprenneur pour les actifs restants, principalement un grand projet immobilier à Surabaya (Satellite Town) ; cette banque lui doit 175 M\$ et a d'autres dettes vis à vis d'autres établissements. En 1994 une offre de la fille aînée du président Suharto avec pour partenaire un chanteur de pop musique a échoué. Au début de 1996, le second fils du président examine ce dossier. (AWJ, Jan 9 et 13, 1996).

## Bimantara Group

Bimantara	Djakarta
Créée en 1981 par M. Bambang Trihatmodjo, deuxième fils du Président Suharto	
Revenus 2001 : 185 M\$ et 38 M\$ de profits	
Revenus groupe 1995 (estimés) : 319 M\$, capitalisation estimée 750 M\$.	
-----	
<b>Médias</b>	Télécommunications
Pétrochimie	
Electricité	Transports
Hôtellerie, immobilier	
Banque	
-----	
Partenariats : Siemens, Deutsche Telekom, Alcatel Alsthom, PowerGen, Waste Management, NEC, Nestlé, Hyundai Motor	

"*Suharto's Son Bambang Says His Name Is a 'Plus Point'* " pouvait titrer le Asian Wall Street Journal, en première page le 29 mai 1995. Bimantara Group est le plus connu des conglomérats des "enfants" du Président Suharto, sans doute en raison de la personnalité de son président et principal actionnaire, M. Bambang Trihatmodjo, deuxième fils du Président (né en 1953), sans doute aussi en raison de sa croissance phénoménale. Il a créé ce groupe en 1981 avec des amis avec qui il jouait dans un orchestre. En 1995 au moment de son introduction en bourse sa capitalisation est estimée à 700 millions de dollars et 20% environ ont été ouverts au public. Avant cette opération, le capital se trouvait réparti entre M. Bambang (55%), son beau père (20%) et trois autres partenaires pour 25%.

Comme les autres conglomérats de cette génération il regroupe des domaines d'activités très éclectiques et une logique d'opportunité l'emporte souvent sur une logique industrielle. Le groupe a d'abord fondé sa croissance en nouant des alliances avec les autres grands conglomérats du pays - Salim, Sinar Mas, Astra, et d'autres moins connus bien qu'ils jouent un rôle clef sur certaines opérations - Bob Hassan Group (ami du Président), Barito Pacific Group (premier groupe forestier du pays)<sup>7</sup>. Il a aussi fait des affaires en association avec de nombreuses entreprises d'Etat. Le groupe est organisé en sept secteurs d'activités regroupant plus de 180 sociétés de base<sup>8</sup>.

- Médias (télévision)
- Télécommunications (Satelindo)
- Transport (aviation) et automobile (usine d'assemblage avec Hyundai)
- Chimie, pétrochimie,
- Infrastructures
- Hôtel et immobilier
- Services financiers.

Pour avoir une vue d'ensemble il faut aussi considérer que M. Bambang peut avoir des participations en son nom propre, séparées ou complémentaires de Bimantara<sup>9</sup>. On estime qu'il aurait ainsi des intérêts dans plus de 300 sociétés. Par exemple, en association avec un ancien dirigeant du groupe Salim il acquiert une grande entreprise textile, Kaninko, créée en 1990 et employant plus de 10.000 personnes. Les mêmes partenaires ont un projet de 1.5 G\$ pour une raffinerie de pétrole à l'est de Java. Il participe également au projet pétrochimique de Chandra Asri<sup>10</sup>, le seul producteur d'éthylène du pays.

<sup>7</sup> Bimantara a une participation de 25% dans la banque du groupe Barito

<sup>8</sup> Voir AWJ May 29, 1995, pour une vue des participations significatives dans ces sept secteurs.

<sup>9</sup> Même pratiques avec James Riady dans l'immobilier (Lippo Group)

<sup>10</sup> Evalué à 1.8 G\$ au début de 1999

*Dans les infrastructures on relève :*

- 10/1991, participation à un pipeline gazier à l'est de Java ; c'est un projet de 420 M\$. Cet équipement construit par Nippon Steel relie un champ offshore de British Petroleum et la centrale électrique de Gresik (2 400 MW) qui alimente la ville de Surabaya.
- 9/1994, association avec Waste Management International pour réaliser une unité de traitement de déchets toxiques à l'ouest de Java ; ce partenariat semble avoir une portée plus générale.
- Bambang et son partenaire M. Kotjo détiennent des parts dans un projet de centrale électrique de 450 M\$, à l'est de Java.
- Le groupe fait partie du consortium, comprenant des sociétés publiques, retenu pour construire et exploiter le réseau de communication par satellites. M. Bambang détient 9% dans l'opérateur de télécommunications – Satelindo - en charge des communications internationales. Le choix en a été fait sans aucune mise en compétition.
- En décembre 1995, M. Bambang, obtient les agréments pour construire une centrale électrique au gaz sur l'île de Batam (face à Singapour) et il sécurise son alimentation par un contrat avec l'entreprise d'Etat PGN<sup>11</sup>. Ce fait illustre comment fonctionnent les intermédiaires de marché pour les grands projets. En l'espèce, ce qui a une valeur tient à deux décisions – le permis de construire pour la centrale et les contrats qui sécurisent son alimentation en énergie primaire et le rachat de l'électricité produite. Cela fait, l'intermédiaire qui ne dispose ni des fonds, ni des compétences pour gérer cet investissement annoncé à 600 M\$, va rechercher des partenaires à qui il va vendre des parts de la société qui détient les fameux droits.
- 4/1996, participation de 15% dans la centrale électrique de Jawa Power (Paiton II), au côté de Siemens (50%) et de PowerGen (35%). Ce projet est significatif des pratiques de la période à plus d'un titre. C'est un projet de production d'énergie indépendant (IPP) avec deux tranches de 610 MW et un investissement prévu de 1,7 G\$ ; son montage en financement privé de projet témoigne de l'optimisme de cette période. L'industrie financière est très engagée et a tendance à minimiser les risques. Ainsi le responsable de JP. Morgan à Hong Kong présente l'Indonésie comme le pays de référence pour la production d'électricité indépendante, en avance sur la Chine : "Indonesia is now a proven (...) They've done deals; they have documentation" et cela contraste avec des projets à l'étude en Chine pour lesquels les autorités refusent d'apporter une garantie. "China is always saying, 'we want power', but Indonesia is serious"<sup>12</sup>. La différence porte aussi sur les taux de retour sur investissement ; les projets de production électrique en Indonésie sont structurés pour générer au moins 20% de retour par an ; la Chine impose un plafond de 15%.
- en 1998 il est question d'une participation dans un mega projet de transport en commun à Djakarta, pour coût prévisionnel de 2.5 G\$.

Le groupe ne sortira pas indemne du retournement de conjoncture. M. Bambang doit se retirer de la plupart de ses affaires. Il est remplacé par son ancien bras droit pour leur investissement dans la plate-forme pétrochimique de Chandra Asri et dans la télévision payante. En mai 1998, il quitte le poste de président-directeur de Bimantara Citra qui a des partenariats d'une valeur de 1.3 G\$ avec Deutsche Telekom, Hughes Electronics, Hyatt, Hyundai Motor<sup>13</sup>. Le plus souvent il s'efface au bénéfice l'agence publique de restructuration de la dette (Ibra) qui convertit ses créances en actions. En 1999, le gouvernement annonce son intention de saisir le parc pétrochimique de Chandra Asri<sup>14</sup>. Au début de 2000 Bimantara Group se compose de dix huit entreprises ; sa dette globale est de 475 M\$ dont plus de la moitié vis à vis d'Ibra ; plus de la moitié de cette dette est garantie par M. Bambang sur ses biens propres<sup>15</sup>. Le groupe fait profil bas.

---

<sup>11</sup> AWJ, Dec 26, 1995, Associated Press News Service

<sup>12</sup> FEER, April 11, 1996.

<sup>13</sup> BWeek, June 15, 1998, 35

<sup>14</sup> Bweek, April 26, 1999, 30

<sup>15</sup> WSJ Jan 5, 2000, p. 8

En **2007**, le magazine Forbes évalue la fortune nette de M. Bambang Trihatmodjo à 200 millions de dollars. Elle se compose pour une part de la société Global Mediacom qu'il a fondée en 1981, dont il a cédé une grande partie des parts et la gestion vingt ans plus tard, et où il conserve une participation de 13%.<sup>16</sup> En **2013**, cette fortune est évaluée selon Globe Asia à 220 millions de dollars, ce qui fait de M. Bambang le 123<sup>ème</sup> plus riche indonésien ; il a vendu le reste de sa participation et a quitté la scène publique : *from low profile he went even further underground.*<sup>17</sup>

## Citra Group

Citra Group	Djakarta
Créé en 1983	
Présidente Siti Hardiyanti Rukmana (dite Tutut), fille aînée du président Suharto	
Autres actionnaires son mari, ses deux sœurs	
Principales filiales : Citra Lamtoro Gung ; Citra Marga Nusaphala Persada (cotée), Citra Agratama Persada Group	
Fortune estimée vers 1997, entre 400 M\$ et 2 G\$	
-----	
Activités principales :	
Exploitation d'un réseau d' <b>autoroutes à péage</b> sur l'île de Java,	
Construction d'autoroutes en Malaisie et aux Philippines	
Télévision et radio (MNC-TV)	
Industrie forestière (pâte à papier)	
<b>Banque</b>	
Agent commercial pour des grands groupes : General Dynamics, Lucent	
-----	
Partenaires de Tutut : Lucent, Marubeni ; Partenaires de Titiek : Edison Mission, General Electric, Merrill Lynch	
<i>Sources : BWeek, June 15, 1998, 35 ; BWeek, Nov 3, 1997, 27 ; Annuaire CISI Raya Utam, 1995</i>	

Si on devait caractériser d'une formule ce groupe, on pourrait dire, le groupe des filles du président. Créé par la fille aînée Siti Hardiyanti Rukmana (dite Tutut, née en 1949), il associe également son mari (tous les deux pour 60%) et ses deux sœurs (Siti Hediati Harijadi Prabowo – dite Titiek<sup>18</sup> née en 1959, et la plus jeune Siti Hutami Endang née en 1964). Au départ, en 1974, Tutut reçoit 14% de Bank Central Asia, la 1<sup>ère</sup> banque privée d'envergure nationale du pays, rattachée au groupe Salim, cette participation sera portée plus tard à 17%. L'histoire du groupe commence en 1983 dans les plantations avec Citra Lamtoro Gung. Puis le groupe développe des activités de conglomérat d'autant plus étendues que les sœurs conduisent indépendamment certaines de leurs affaires et servent d'intermédiaires. Au milieu des années 1990, c'est un groupe de plus de 100 filiales pour une valeur d'environ 1 G\$ :

- Titiek intervient par Datam Group et Maharani, en partenariat avec son beau-frère, un homme d'affaires influent : Hashim Djojohadikusumo et son groupe Tirtamas<sup>19</sup>.
- elles opèrent dans l'industrie forestière. Titiek associée à un membre de la famille Widjaja (Sinar Mas) possède 1,4 millions d'hectares de plantations au Cambodge. La fille aînée (Tutut) a une participation dans une société forestière du sud de Sumatra qui associe Barito Pacific Group (le 1<sup>er</sup> groupe forestier du pays), Marubeni et Nippon Paper<sup>20</sup>. Elle a également des liens avec la famille Widjaja.

<sup>16</sup> [http://www.forbes.com/lists/2007/80:07indonesia\\_Bambang-Trihat...](http://www.forbes.com/lists/2007/80:07indonesia_Bambang-Trihat...)

<sup>17</sup> Globe Asia, June 01, 2013, 150 Richest Indonesians.

<sup>18</sup> Elle même mariée avec Prabowo Subianto (militaire qui fera une carrière rapide), frère de l'homme d'affaires Hashim Djojohadikusumo.

<sup>19</sup> Voir Winters, 2011, 168 ; Rosser, 2013. Voir aussi Mobarak et Purbasari, 2006.

<http://edition.cnn.com/ASIANOW/asiaweek/96/0412/feat13.html>

<sup>20</sup> Multinational Monitor, (18), sept 1997.

- plantations sucrières et raffinage,
- construction navale,
- exploration dans le pétrole et le gaz
- radio et télévision ; télécommunications

Dans l'urbain Citra Group est essentiellement actif dans des projets d'**autoroutes**. Il remporte plusieurs contrats de concessions d'autoroutes à péages en Malaisie, à Djakarta et à l'Ouest de Java. Certes tous les contrats annoncés dans l'euphorie des années 1995-98 n'aboutiront pas mais quelques uns traverseront les crises<sup>21</sup>.

- Citra Group a aussi des activités classiques de construction (entreprise générale). Il intervient dans la pose de canalisations dans le pétrole et le gaz.
- Il compte des filiales dans la fabrication de béton.
- le groupe, ou sa présidente, soutient l'important projet de production d'électricité indépendante de Gordon Wu (Hopewell, Hong Kong) : Tanjung Jati C pour un budget de 1.8 G\$.

En 1998, le président désigne sa fille aînée pour lui succéder à la tête du pays ; il est prévu qu'elle prenne la direction du parti Golkar lors du congrès d'octobre 1998. Il en sera différemment car l'histoire de l'Indonésie bascule en quelques semaines de mai 1998. Le groupe va être immédiatement affecté par le changement politique. Le gouvernement Habibie mis en place en mai révisé les projets d'infrastructures. *The Citra Group and its owner (Tutut who has been called Indonesia's Toll Road Queen), have received blow after blow*<sup>22</sup>. Tous les contrats et projets d'autoroutes du pays sont audités, tout comme la centrale électrique de Tanjung Jati C et les conditions d'achat d'électricité par l'entreprise publique. Un contrat de gestion d'un terminal porte-conteneurs est annulé, tout comme un contrat de production d'eau potable (Tangerang Dinking Water Company). La participation au capital de la banque BCA finit sous sequestre de l'agence des participations (Ibra). En 2000, cette agence confisque des terrains possédés par Tutut<sup>23</sup>. Les concessions forestières sont auditées tout comme un contrat dans la télévision.

En définitive l'activité dans les autoroutes a perduré.

- Une filiale cotée - Citra Marga Nusaphala Persada – gère depuis 1990 une autoroute à péage sur l'île de Java. En 1996, cette société réalise un chiffre d'affaires de 94 M\$. Tutut en assure la direction bien qu'elle ne possède que 2% du capital. En **2014**, cette société intervient toujours et gère trois autoroutes en Indonésie<sup>24</sup>.
- En 1995, Citra Lamtoro Gung s'engage dans un investissement de \$500 millions pour une route à péage à Manille, appelée "Manila Skyway". C'est le premier BOT de ce type comprenant à la fois une autoroute surélevée et des commerces. Cette opération sera menée à bien en partenariat avec une compagnie publique. En **2011** Citra consolide ses filiales aux Philippines. Un an plus tard, associé à San Miguel, il acquiert 80% de l'autoroute South Luzon Expressway et renouvelle son offre pour étendre une autoroute en direction de l'aéroport international Ninoy Aquino<sup>25</sup>.

<sup>21</sup> Le Président Suharto a approuvé, au début de 1995, un projet de 800 M\$ pour une ligne de chemin de fer surélevée dans le centre de Djakarta et réalisé par Citra Lamtoro Gung. Cette même année, associé avec Siemens et des entreprises japonaises, le groupe signe une lettre d'intention avec la municipalité de Djakarta pour réaliser les études de faisabilité du métro ; elles commandent un projet évalué à \$1,4 billion. Trois ans plus tard il est question d'un projet de 2.4 G\$ à Djakarta comprenant une autoroute à péage, un tramway et une route dans le centre, FEER, March 26, 1998, 49

<sup>22</sup> voir aussi <http://www.thefreelibrary.com/THE+CITRA+PERSADA+GROUP>

<sup>23</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Siti\\_Hardiyanti\\_Rukmana](http://en.wikipedia.org/wiki/Siti_Hardiyanti_Rukmana)

<sup>24</sup> <http://markets.ft.com/research/Markets/Tearsheets/Business-profile>  
<http://www.indonesia-investments.com/business/indonesian-companies>

<sup>25</sup> <http://ppp.gov.ph/?tag=pt-citra-lamtoro-gung-persada>  
<http://www.traffictoday.com/news.php?NewsID=36160>

## Humpuss Group

Humpuss Group	Djakarta
Groupe créé en 1984 par deux fils de Suharto : Sigit Harjojudanto, l'aîné (1951), Hutomo Mandala Putra, dit Tommy, le benjamin (1962).	
Chiffre d'affaires 1994 (estimé) : 0.5 G\$ (a)	
Valeur 1999, 800 M\$ (b)	
Participations dans environ 70 sociétés	
-----	
<b>Monopole</b> du commerce de la <b>girofle</b>	Géothermie
<b>Exploitations forestières</b>	Distribution d'eau potable
Transport maritime et aérien	
Concession pétrolière à Cebu	
Distribution automobile	
Banque	
-----	
Partenaires étrangers (c) : Kia Motor, NEC, Sumitomo (via Tommy) ; (via Sigit): Thames Water, Dupont, Mitsui, British Petroleum.	
 <i>Sources : (a), Pomonti, Le Monde 10 mars 1998, 12 ; (b) Winters, 2011, 168-169 ; (c) Business Week, June 15, 1998, 35.</i>	

Humpuss est un conglomérat créé en 1984 par deux fils du président Suharto : Sigit l'aîné (40%) et Tommy le benjamin. Il est doté au départ d'un portefeuille de soixante sociétés contrôlées par Sigit. Les domaines d'intervention couvrent les plantations et les activités dérivées<sup>26</sup>, le transport maritime et aérien, le transport de gaz liquéfié, le pétrole<sup>27</sup> et ses dérivés, la distribution automobile, la banque.... Les deux frères détiennent directement ou indirectement des participations dans des grandes sociétés indonésiennes amies et des entreprises publiques. Ainsi Sigit détient 14% de la Bank Central Asia (du groupe Salim), il est un actionnaire principal de Nusamba au côté de Bob Hasan (Raillon, 1991: 97 ; Winters, 2011: 168) il est aussi partenaire de British Petroleum pour une unité pétrochimique<sup>28</sup>. Tommy détient le monopole de la girofle (unique acheteur et distributeur). Tirant parti de ce pouvoir de marché il exerce une pression sur les petits producteurs pour leur acheter les clous de girofle à 2 dollars par kilogramme qu'il revend aux industriels du tabac entre 6,5 et 7,5 dollars/kg (Reynolds, 1999). Ces malversations lui vaudront une mise en accusation en 2007<sup>29</sup>.

Ils servent de facilitateurs d'affaires et de ce fait ont noué plusieurs partenariats en particulier dans le secteur des infrastructures : autoroutes à péage, immobilier et énergie. Dans ce dernier secteur Humpuss participe au côté d'un partenaire Néo-Zélandais (Asia Power) à un vaste projet géothermique d'un montant estimé de 600 M\$, localisé à l'ouest de Java. Avant la crise de 1997, lorsque le gouvernement préparait un programme d'équipement en eau potable, le groupe soutenait le projet d'Umbulan à l'Est de Java<sup>30</sup> ; cent de ces projets seront annulés. Pour la modernisation du service de l'eau à Djakarta, en 1997, Thames Water s'est associée à PT Kekar Plastindo, une société en partie contrôlée par Sigit.

L'entregent de Tommy l'a conduit aussi à investir dans l'automobile. C'est un mélange d'intérêt pour le luxe, d'appui à une politique nationale et d'opportunité. L'opportunité survient en 1993 lorsque Chrysler, en proie à des difficultés, cède la marque de luxe

<sup>26</sup> PT Rante Mario, société du groupe Humpuss, est le 1<sup>er</sup> investisseur forestier indonésien en Birmanie, Multinational Monitor, (18), sept 1997.

<sup>27</sup> En 1999, Humpuss a vendu à ExxonMobil le contrôle de la concession pétrolière de Cepu. The Jakarta Post, Aug 7, 2003, 13

<sup>28</sup> Asianow, The First Family's Affairs, November 30, 2000.

<http://edition.cnn.com/ASIANOW//Asiaweek/96/0412/feat13.html>

<sup>29</sup> FT July 20, 2007

<sup>30</sup> Hydroplus 92, avril 1999, 19

Lamborghini, acquise six ans plus tôt. Le fils du président en acquiert 60% (tandis qu'une entreprise de Malaisie détient le reste). Il serait intéressé par les technologies. A l'époque le gouvernement souhaite le développement d'une voiture "nationale" : la Timor. Tommy obtient une licence d'importation de cette voiture fabriquée, en fait, en Corée du Sud par Kia Motors, et bénéficie d'un régime fiscal exceptionnel - sans taxe. Observons que ce projet entre en concurrence avec les intérêts de son frère Bambang partenaire de Hyundai pour l'importation de véhicules soumis eux à des droits de douane. Par ailleurs, Tommy s'intéresse au développement de la course automobile en Indonésie ; un nouveau circuit a été inauguré en août 1993 et les autorités sont en quête d'événements<sup>31</sup>.

### Mohamad "Bob" Hasan et Kalimanis Group

Bob Hasan Group, Kalimanis Group	Djakarta
Groupes créés et présidés par Bob Hasan (The Kian Seng), ami du président	
Fortune personnelle estimée à 1 G\$ en 1996	
-----	
Activité principale <b>bois et pâte à papier</b> ,	
En 1998 exploite 1,63 millions de concessions forestières	
Pétrole	Aéronautique
Transport maritime	Infrastructures
Banque	

Mohamad Bob Hasan est un nom qui revient souvent parmi les proches du président et comme associé de ses enfants. Il est né en 1931 dans une famille chinoise, s'est converti à l'Islam, a changé son nom d'origine (Kian Seng) et a fait le pèlerinage à La Mecque avec le président Suharto. La rencontre entre les deux hommes date des années 1950. A cette époque le jeune homme était employé chez un général qui le considérait comme son fils adoptif, ce militaire avait aussi autorité sur un certain colonel Suharto. Lorsque Suharto devient à son tour commandant de l'unité, Hasan travaille avec lui et développe différentes affaires qui permettent le fonctionnement de la division et dit-on l'enrichissement de quelques officiers<sup>32</sup>.

Dans les années 1990 c'est un personnage très influent car il fait parti du cercle des intimes, il joue au golf régulièrement avec le président, il arbitre certaines querelles entre les enfants, joue un rôle de confident et fait des affaires avec l'appui du président. Au sommet de sa puissance, en 1996, le magazine Fortune estime sa richesse à un milliard de dollars. Il possède environ une centaine de sociétés dans l'industrie du contre-plaqué, la pâte à papier, le pétrole, l'aéronautique, le transport maritime, les infrastructures, la banque et l'édition ; parfois en association avec les enfants du président. Il devient membre du comité olympique international en 1994 et en sera suspendu dix ans plus tard. Il est aussi à la tête de la branche indonésienne du "Duke of Edinburgh awards"<sup>33</sup>.

Le cœur de ses activités reste cependant l'exploitation forestière : "le baron du bois"<sup>34</sup>. Dès son accès au pouvoir en 1966 Suharto accorde de vastes concessions forestières<sup>35</sup>. Bob Hasan devient le partenaire indonésien "recommandé" pour les investisseurs étrangers ; il travaille en particulier avec l'entreprise américaine Georgia Pacific<sup>36</sup>. Lorsque cette entreprise quitte l'Indonésie en 1983 il en devient le seul actionnaire. La force de son groupe forestier – Kalimanis -, outre le contrôle de grandes surfaces de plantations et d'exploitations forestières était de détenir le quasi monopole de l'exportation du contre-

<sup>31</sup> AWJ, Oct 30, 1993 ; BWeek, Nov 17, 1997, 44 ; FT May 28, 1998.

<sup>32</sup> FT Feb, 13, 1997 ; Voir aussi [http://en.wikipedia.org/wiki/Bob\\_Hasan](http://en.wikipedia.org/wiki/Bob_Hasan)

<sup>33</sup> FT Feb, 13, 1997.

<sup>34</sup> LM 15&16 mars 1998, 3

<sup>35</sup> FT Feb. 21, 2006

<sup>36</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Bob\\_Hasan](http://en.wikipedia.org/wiki/Bob_Hasan) ; voir aussi <http://www.thefreelibrary.com/BOB+HASAN'S+GROUP>

plaqué, essentiellement vers le Japon (Amelot et ali., 2009). Bob Hasan préside l'association indonésienne des producteurs de contre-plaqué – Apkindo –, qui contrôle les volumes exportés et les prix et représente 3,7 G\$ de ventes et 2 millions d'hectares de concessions (Zemer, 2013, 221).

Il préside aussi Nusamba, un véhicule des investissements du président par ses liens à trois fondations. Suharto a créé des structures à but non lucratif qui recueillent des dons "suggérés" auprès d'entreprises d'Etat ou d'entreprises privées amies et qui réinvestissent ces produits dans ses affaires personnelles. Ainsi en octobre 1996, Nusamba acquiert 10% du capital d'Astra, grand conglomérat présent dans l'automobile, la banque et l'agroalimentaire, au chiffre d'affaires de 5.2 G\$<sup>37</sup>, et par l'entremise d'un consortium en contrôle presque 50%. Quelques mois plus tard, Nusamba prend une participation de 9.6% dans Freeport Indonesia, la société qui exploite la plus grande mine d'or du pays dans l'Irian Jaya<sup>38</sup>.

Lorsque le régime Suharto s'effondre en 1998 et que le nouveau gouvernement dénonce les pratiques CCN (corruption, collusion and nepotism), Bob Hasan se trouve particulièrement exposé. Il perd immédiatement son poste de président de la société d'exportation du contre-plaqué (Apkindo). Il est condamné à une amende de 7 millions de dollars pour des dommages à l'environnement causés par des feux de forêts à Sumatra. Il est surtout condamné en 2001, pour une fraude sur des terres en concessions ayant entraîné une perte de 244 millions de dollars pour l'Etat et il sera emprisonné pendant trois ans. Par ailleurs son conglomérat se trouve directement touché par la crise économique de 1997 et plusieurs sociétés ne résistent pas. Subsistera de cet ensemble, puissant un moment, l'activité forestière de pâte à papier.

### **La chute de la maison Suharto.**

#### Les présidents d'Indonésie

1945-1966 Sukarno

1966-1998, Suharto (1921-2008)

1998-1999, B.J. Habibie, ancien ministre de Suharto, assure l'interim après sa chute

1999-2001, Wahid : *impeachment hearings*, implications dans deux scandales financiers.

2001-2004, Megawati Sukarnoputri (fille du président Sukarno)

2004-2008-2013 Susilo Bambang Yudhoyono. Ancien général. Première élection directe. Mène une campagne anti-corruption mais accepte l'abandon des poursuites à l'égard de Suharto. Deux mandats

2014, Joko Widodo (gouverneur de Djakarta, qui s'est d'abord fait connaître comme maire de Solo)

Au printemps 1997, après 31 ans de pouvoir, âgé de 75 ans, le président Suharto mène campagne pour se faire réélire une septième fois. Il y parviendra mais ce sera l'élection de trop, marquée par des affrontements violents entre ses partisans et le parti islamique d'opposition (Business Week, May 19, 1997, 22). Le pouvoir se raidit et a la main lourde contre l'opposition qui demande des réformes : les étudiants, la leader de l'opposition Megawati Sukarnoputri, fille de Sukarno premier président du pays. Quelques mois plus tard survient la crise économique en Asie du sud est. Elle sera durement sentie et elle fait ressortir les failles du système : une protection sociale inexistante, un Etat de droit absent, un système bancaire mal réglementé et surtout une corruption généralisée.

<sup>37</sup> Le groupe est aussi dans les télécommunications. Dans l'automobile le développement d'Astra vient concurrencer les actions des deux fils de Suharto.

<sup>38</sup> FT Feb, 13, 1997 ; Courrier International, juillet 1997, p. 19.

Le pays dévalue sa monnaie pendant l'été 1997. Le gouvernement doit revoir sa copie et annuler ou décaler les projets d'infrastructures. Le FMI impose des mesures d'austérité (réduction de la dépense publique et du crédit) qui asphyxient l'économie, mettent au chômage des millions de salariés (Stiglitz, 2002 ; Pomonti, 1998). La monnaie décroche par rapport au dollar bien plus que dans les autres pays de la zone (Radelet, 1999: 29), le coût des dettes explose. En mai 1998, le pays réagit et tourne sa colère contre le pouvoir et les symboles visibles de la richesse accaparée par un petit nombre. Le président Suharto doit abdiquer sous la pression de la rue ; il est immédiatement remplacé par B.J. Habibie (ministre du gouvernement sortant). Les villes connaissent des jours d'émeutes largement tournées contre la communauté chinoise – du commerçant de quartier jusqu'aux villas des puissants. Des immeubles sont vandalisés, parfois brûlés.

Une nouvelle équipe prend les commandes du pays et progressivement demande des comptes. Le clan Suharto perd de sa superbe. Parmi les groupes amis certains disparaissent. Les plus solides se recomposent. "Après la chute de Suharto les choses vont assez vite. "Bon nombre d'entreprises sont en crise ou ont changé de main. Les héritiers ont perdu la main sur de nombreux monopoles" (BWeek, April 26, 1999, 30). Mais au-delà de quelques cas emblématiques le changement est-il si grand ?

Lorsque survient la crise<sup>39</sup> la Banque mondiale et le FMI assortissent leurs prêts à des réformes. En octobre 1997 le FMI demande "le démantèlement de monopoles dont ceux du ciment, du papier et la fin des subventions à des projets coûteux tel IPTN" (l'entreprise qui, à grands coûts, assemble des hélicoptères et construit des avions)<sup>40</sup>. Seize banques sont fermées sur près de deux cents, dont deux banques contrôlées par des proches de Suharto ; ces derniers portent plainte. Les intérêts en place n'acceptent pas une politique d'assainissement sans réagir. Ouvrir les marchés, supprimer des monopoles touche aux intérêts directs de membres de la famille ou de proches : "*It's not just the first family. It's minister, governors, military*"<sup>41</sup>... Autre signe de cette résistance la composition du gouvernement formé par le président, en mars 1998, pour son 7<sup>e</sup> mandat. Il mobilise sa garde rapprochée : l'ami Bob Hasan, sa fille aînée Siti Hardiyanti Rukmana et quelques fidèles.

En mai 1998, B.J. Habibie succède à Suharto. Il était ministre de la recherche et des technologies du dernier gouvernement, proche depuis vingt ans. C'est un ingénieur de formation, formé en Allemagne où il a travaillé longtemps. Il symbolise le retour en influence des *pribumi* – les indonésiens natifs et musulmans -, alors que Suharto s'était plus appuyé sur les entrepreneurs chinois. Ainsi Aburizal Bakrie, président de la Chambre de commerce et d'industrie et de Bakrie & Brothers, le plus grand conglomérat *pribumi*, remplace Anthony Salim (tycoon chinois) à la tête du conseil en charge de renégocier une dette externe d'environ 130 G\$. (Bweek July 6, 1998, 29, *Indonesia: from one gang of cronies to another?*). Habibie est un produit du système. Il dirige l'entreprise IPTN critiquée par le FMI. "Sa famille se retrouve au sein du groupe Timsco qui a des intérêts au sein de quatre-vingt-trois firmes indonésiennes. Il dirige également l'organisme chargé de développer l'île de Batam (près de Singapour)"<sup>42</sup>.

---

<sup>39</sup> Juillet 2007 dévaluation de la roupie, récession et plusieurs millions de licenciements, en quelques mois le secteur bancaire se retrouve en quasi faillite ; vient s'ajouter la plus grande sécheresse depuis 50 ans et des feux de forêts dévastateurs.

<sup>40</sup> Pomonti, Le Monde 10 mars 1998, 12.

<sup>41</sup> FT Jan 4, 1998.

<sup>42</sup> Le Monde 10 mars 1998, 12.

Les autorités du pays font donc prudemment l'inventaire des années Suharto et de ses dérivés. En trente deux ans de règne le clan Suharto a amassé une fortune évaluée selon les sources entre 45 et 15 milliards de dollars.

- Un article de Time magazine qui fera grand bruit, publié le 24 mai 1999 en page de couverture, affirme que la "famille" a accumulé une fortune de 15 G\$ : "*The Family Firm. A TIME investigation into the wealth of Indonesia's Suharto and his children uncovers a \$15 billion fortune in cash, property, art, jewelry and jets*"<sup>43</sup>.
- Le président Wahid estime la fortune de l'ancien président Suharto à 45 G\$ (FT June 22, 2000) mais sans apporter de preuves<sup>44</sup>.
- L'association *Transparency International* estime que M. Suharto et sa famille ont accumulé 35 G\$ d'actifs au cours de 32 années de règne, ce qui en fait selon l'association le 1<sup>er</sup> kleptocrate du 20<sup>e</sup> siècle (FT May 14, 2006, 4).

L'écart entre ces chiffres témoigne de l'opacité du système Suharto. Quoiqu'il en soit il s'agit de montants considérables ; à la même époque les réserves en devises du pays se situent entre 17 et 20 milliards de dollars (Radelet, 1999: 23)<sup>45</sup>.

En septembre 2000 lorsque des bombes explosent en plusieurs endroits de la capitale, dont la bourse<sup>46</sup>, le président Wahid accuse Hutomo Tommy, le plus jeune fils du président Suharto et demande son arrestation. Tommy est le symbole idéal affichant sa richesse, désinvolte mais il représente peu en regard des échanges d'actifs dont la famille a bénéficié. Par ailleurs, il est accusé par la Cour suprême d'être responsable d'une perte de 10,8 M\$ sur une opération foncière et il est condamné à 18 mois de prison. Le président en exercice lui refuse le pardon. Tommy prend la fuite ; il commandite le meurtre du juge qui l'avait condamné. Finalement il est arrêté en novembre 2001, condamné à 15 ans de prison et emprisonné<sup>47</sup> ce qui est perçu comme une humiliation par le clan Suharto, mais envoie comme message que l'ère Suharto est désormais achevée. En fait, il ne passera que cinq ans derrière les barreaux.

Son père fait l'objet d'un autre procès pour détournement d'argent public. Il lui est reproché l'usage de 576 millions de dollars au bénéfice de fondations qui ont investi dans des affaires privées dirigées par des proches<sup>48</sup>. L'ancien président est déclaré inapte à participer à son procès ; les "charges sont abandonnées". Le président Wahid se retrouve mise en cause politiquement pour cette décision jugée trop clémente par certains ; des affrontements ont lieu dans le pays. Six ans plus tard d'autres charges seront abandonnées au motif de la détérioration de son état de santé. En 2007, la justice lance une action pour détournement de fonds pour un montant de 1,54 G\$, toujours par l'intermédiaire de ses fondations<sup>49</sup>. Son décès en janvier 2008 éteint ces actions.

Comme l'ont remarqué de nombreux observateurs on ne pouvait s'attendre à ce que la justice soit trop lourde. Ceux qui succèdent à Suharto sont des produits de son système. De plus aller trop loin peut envoyer un message négatif aux investisseurs étrangers et réveiller la rue (BWeek, April 26, 1999, 30). Cette analyse semble être confirmée un an et demi plus tard : "*three years after Suharto fall, Hutomo (Tommy) Madala Putra and his five siblings still have most of the gains they made while their father was in power*", (South China Morning Post, Dec 2, 2001, 9). Au printemps 2003, un comité de la chambre des représentants enquête sur des faits de corruption impliquant l'entreprise nationale pétrolière, Pertamina. Des anciens ministres, des cronies et des membres de la famille Suharto se

<sup>43</sup> [http://www.time.com/time/asia/magazine/1999/990524/cover1.html\(1of 5\)](http://www.time.com/time/asia/magazine/1999/990524/cover1.html(1of 5))

<sup>44</sup> The president, often known by his nickname, Gus Dur, is well known for his confusing and occasionally erratic statements. (FT June 22, 2000)

<sup>45</sup> L'article de J.C. Pomonti est plus restrictif, selon lui les devises du pays sont passées en dessous de la barre des 10 G\$. LM 15&16 mars 1998, 3

<sup>46</sup> Explosion qui a causé 15 morts et plus de 27 blessés; FT Sept 17, et Oct. 3, 2000.

<sup>47</sup> La presse fait état de la visite compassionnelle de son père (le Pdt Suharto). The Jakarta Post May 7, 2003, 5. Voir aussi FT Aug. 12 2001, July 20, 2007 ; Le Monde 4 novembre 2000 et 30 novembre 2001.

<sup>48</sup> FT Sept. 29, 2000, 4

<sup>49</sup> FT July 10, July 20, 2007.

trouvent impliqués dans des pots de vin : on trouve B.J. Habibie, deux anciens ministres de l'énergie, un ancien ministre des finances, l'ami Bob Hasan, deux fils (Bambang et Hutomo– Tommy), et leur sœur (Titiek). Selon le rapport du président du comité en session plénière du Parlement, les pertes pour l'entreprise seraient au moins de 113 M\$<sup>50</sup>.

Ces faits témoignent de l'influence maintenue du clan Suharto et plus fondamentalement du peu d'envie des nouveaux dirigeants à juger un homme mais surtout un système dont ils ont fait partie : "*there's is no political will in government to really take on Suharto*", déclaration d'un représentant indonésien d'Indonesian Corruption Watch. Suharto a utilisé son pouvoir pour se protéger lui et ses six enfants. "Il y est parvenu pour cinq d'entre eux. Ses filles Tutut, Titiek et Mamiek, et ses fils Sigit et Bambang Trihatmojo ont vendu presque tous leurs actifs importants : chaînes de télévision, autoroutes à péage, hôtels, centre commerciaux et compagnies maritimes. Tommy lui attire encore l'attention (de la justice) pour une attaque au pistolet (...) Selon une source diplomatique, la manière dont Tommy fut traité en prison est la preuve la plus éclatante de la continuité du pouvoir des Suhartos"<sup>51</sup>.

### Les concessions forestières.

Dès son arrivée au pouvoir le président Suharto a classé les trois quarts des forêts du pays en "biens d'Etat", puis il a accordé des concessions aux militaires et à des proches (Barr, 2001 ; FT Feb. 21, 2006). Les surfaces en cause sont considérables. De plus, selon le ministère des Forêts et des Plantations ces concessions ont été acquises selon des pratiques de « corruption, collusion et népotisme » (Robertson-Snape, 1999). Condamnées par le nouveau régime et elles ne devraient pas être renouvelées. Si les Suhartos se trouvent impliqués ce n'est pas toujours directement ; les concessionnaires sont souvent des grands groupes dans lesquels les membres de la famille détiennent des participations :

- **Baristo Pacific** (famille Prajogo) premier détenteur de concessions à travers 27 sociétés contrôlant 3,5 millions d'hectares ; il est associé avec la fille aînée,
- Bob Hasan et sa société **Kalimanis** se classe en quatrième rang des concessionnaires avec 1,63 millions d'hectares,
- Le groupe Salim (et sa filiale **Kalamur**) pointe en dixième rang avec 650 000 ha.
- **Sinar Mas**, deuxième groupe privé d'Indonésie (famille Widjaja), intervient par plusieurs filiales : i) **Asia Pulp & Paper**, société de Singapour et cotée à New York<sup>52</sup>, connue dans le milieu pour un défaut de paiement de 13,4 G\$, en 2001, le plus important dans un pays émergent<sup>53</sup>; ii) **Golden Agri**, filiale cotée de Asia Food & Properties (Singapour).

D'autres firmes importantes se trouvent directement concernées par ce régime des concessions forestières : Wilmar International<sup>54</sup>, Olam International (Singapour) ; Equatorial Palm Oil (coté à Londres)<sup>55</sup> ; April (Asia Pacific Resources International, groupe de Sukanto Tanoto) implanté à Java<sup>56</sup> ; Garuda Mas ; FGV (Felda Global Ventures), contrôlée par le gouvernement de Malaisie, troisième producteur mondial par la surface de terres – 880 000 ha<sup>57</sup>. Ces groupes font l'objet de critiques régulières pour les dommages qu'ils causent à l'environnement : destruction de la forêt primaire de Sumatra et du Kalimantan (ex Borneo), pratiques de brûlis qui détruisent des espèces animales et

<sup>50</sup> The Jakarta Post, Mar 8, 2003, 1.

<sup>51</sup> FT, July 10, 2007

<sup>52</sup> AWJ, March 14, 1996.

<sup>53</sup> Au début de 2001, APP déclare une dette de **13.4 G\$** (et autres obligations), AWJ, Oct 1, 2001, p. 3. Des accords interviennent en 2003 avec les créanciers. Quatre ans après l'arrêt du remboursement de sa dette (qui se monte désormais à 14 G\$) la situation se rétablit APP envisage le futur (FT Jan 3, 2005).

<sup>54</sup> L'un des plus grands groupes agro-alimentaire d'Asie avec une activité de 44 G\$ en 2011, Le Monde 5 février 2013, 5.

<sup>55</sup> A obtenu une concession dans le sud-est du Liberia portant sur 169 000 ha (LM 10 février 2011, 4)

<sup>56</sup> FT, Feb. 21, 2006

<sup>57</sup> FT, June 1, 2012, 17

végétales et polluent l'air sur des très grandes distances. En 1997, l'épais nuage de fumées a été senti jusqu'à Singapour et Djakarta ; des aéroports ont dû être fermés. A nouveau en juin 2013, ces pratiques produisent une pollution atmosphérique perçue à Singapour et en Malaisie ; selon Global Forest Watch pour une moitié ces feux ont été allumés sur des plantations d'huile de palme et les plus grandes entreprises du secteurs se trouvent impliquées : Garuda Mas et Sinar Mas<sup>58</sup>.

Ces critiques les conduisent à rechercher de nouvelles terres en Afrique où des pays - Liberia, République Démocratique du Congo, Gabon -, sont prêt à accueillir "l'une des agro-industries les plus rentables au monde"<sup>59</sup>. **Sime Darby**, l'une des plus grande entreprise productrice d'huile de palme, cotée en bourse, dispose d'une banque de terres de 640 000 ha après la signature en 2009, avec le gouvernement du Liberia, d'une concession de soixante trois ans pour y exploiter 220 000 ha<sup>60</sup>. Deux ans plus tard, le groupe examine un projet de 2,5 G\$ pour 300 000 ha au Cameroun<sup>61</sup>.

Ces groupes font quelques incursions dans la production de **biofuel**. Au début de 2007, Sinar Mas Agro Resources, CNOOC (Chine) et Hong Kong Energy Holdings signent une lettre d'intention pour un investissement de 5 G\$ ; ils envisagent de planter un million d'hectares en huile de palme et en canne à sucre à Kalimantan et en Papaousie pour obtenir du bioethanol<sup>62</sup>. Genting Biofuel et Pembangkit Jawa Bali ont déjà lancé un projet analogue de 3 G\$.

Au-delà du cas Suharto et de l'illustration des mécanismes de la rente, ces concessions forestières nous intéressent du point de vue de l'économie de la régulation. Voilà des entreprises internationales puissantes qui acquièrent des terres sur de grandes surfaces et leurs pratiques affectent les populations et l'environnement (l'eau, l'air, la biodiversité) ; pourtant elles sont très peu régulées. La comparaison des attentions publiques entre un contrat de sept ans pour gérer le service d'eau d'une métropole et ces concessions forestières est flagrante. Le premier se trouve sur-médiatisé dès son annonce et il est très encadré, tandis que le second est largement auto-régulé. L'eau à grande échelle aurait-elle moins de valeur que l'eau urbaine ? Les populations de ces vastes territoires seraient-ils des citoyens de seconde zone ?

### Les mécanismes de la rente

En trois décennies de pouvoir le système Suharto a mobilisé tous les types de rentes et toutes les techniques dérivées permettant de les maximiser. A l'origine ont trouve l'octroi de concessions forestières. Elles ont une place essentielle dans ce pays. Avec une mise de fonds de départ faible les bénéficiaires ont accès à d'immenses territoires ; une concession de 100 000 hectares correspond à mille kilomètres carré, soit dix fois la superficie de Paris. Au faite de pouvoir la "famille" Suharto contrôlait 36 000 km<sup>2</sup> (Rinakit, 2005) et en ajoutant les amis, selon le Jakarta Post on passe à 71 400 km<sup>2</sup><sup>63</sup>. De plus, dans ces territoires forestiers souvent éloignés du centre, l'application souple des règles rend possible d'autres profits : dépassement des surfaces, non respect des quotas d'abattage et des ratios de repeuplement etc..

<sup>58</sup> Le Monde, 25 juin 2013, 5.

<sup>59</sup> Le Monde, 10-2-2011, 4.

<sup>60</sup> Le Monde 10 février 2011, 4.

<sup>61</sup> (FT Feb 28, 2011, 15)

<sup>62</sup> FT Jan 10, 2007, 17.

<sup>63</sup> <http://m.thejakartapost.com/news/1999/06/23/soehartos-control-715...>

Le second mécanisme des rentes est celui de l'attribution discrétionnaire de monopoles industriels. Cela concerne de nombreuses activités dans un pays où l'économie publique était importante : monopoles d'import-export dans l'automobile, le montage d'avion, le transport de gaz, la commercialisation de la girofle, la production de farine. Les bénéficiaires peuvent augmenter cette rente par des avantages additionnels. Tommy-Hutomo obtient une exonération fiscale, exceptionnelle, pour une voiture fabriquée en Corée du sud ; dans le secteur de la girofle il maximise l'écart entre le prix d'achat et le prix de vente en pressurant les petits producteurs. Beaucoup de ces activités ont aussi bénéficié d'une sous imposition chronique dénoncée après la chute du régime.

Un troisième type de rentes se forment autour de la fabrique urbaine. Pour développer toute activité il faut des autorisations. Ces dernières se monnaient. Elles correspondent à un autre type de rente – la rente d'intermédiation. La femme du président, Siti Hartinah Suharto, connue comme Madame Tien était aussi appelée "*Madame Tien Percent (...) because that's the cut she allegedly demanded from every deal*"<sup>64</sup>. La forme la plus courante concerne l'immobilier : résidentiel, commercial, bureaux. Les enquêtes sur les patrimoines de la famille révéleront l'importance de cette forme d'enrichissement grâce à la connaissance des lieux stratégiques, aux autorisations et à l'accès au crédit.

Dans les monopoles naturels il faut, de plus, mobiliser des compétences industrielles, apportées par des groupes étrangers. Le cas de la production d'électricité, en financement de projet, est exemplaire de ces mécanismes d'intermédiation<sup>65</sup>. Le montage d'un projet suppose un premier contrat qui fixe un site, une taille, un volume de production, une durée d'exploitation. Il doit être complété par des contrats particuliers qui garantissent la fourniture en énergie primaire (charbon, gaz naturel) et la vente de l'électricité produite à l'entreprise historique<sup>66</sup>. Ces contrats stabilisent des prix sur une durée. La fixation de ces paramètres ne relève jamais du seul calcul rationnel, elle comporte une appréciation sur des risques, sur des potentiels de croissance etc. Les intermédiaires interviennent dans ce système d'action pour l'obtention du contrat principal et pour la fixation des prix d'achat et de vente, et d'autres règles tenant à la fiscalité, au niveau de profit, aux règles de rapatriement des profits etc. Les montages mis au point en Indonésie passent par des joint ventures qui associent les groupes porteurs du projet et ces intermédiaires qui deviennent actionnaires sans apport de fonds propres ; c'est le prix de leur aide pour obtenir les précieux contrats. Ils peuvent ensuite céder leurs actions à d'autres investisseurs ou rester dans la société et toucher des dividendes.

Tous ces acteurs économiques bénéficient aussi de financements facilités en provenance de banques publiques ou amies. La plupart des conglomerats indonésiens à cette époque disposent de leur propre banque ; cela autorise bien des prêts entre sociétés d'un même groupe. Le pays comptait plus de 200 banques en 1997. Cette rente d'accès au capital grâce à des réseaux politiques n'est pas sans conséquences économiques. Ce système ne sélectionne pas les meilleurs projets et participe de mécanismes inflationnistes (Leuz et Oberholzer-Gee, 2006).

◦ ◦ ◦

<sup>64</sup> FT, July 10, 2007 ; The New York Times, Jan. 28, 2008, Suharto Dies at 86 .....

<sup>65</sup> Voir le cas de Paiton I, un projet de centrale de 1 230 MW, un investissement de 2.5 G\$ porté par Mission Energy et General Electric avec comme intermédiaires locaux M. Hashim Djojohadikusumo (et par un arrangement séparé sa belle sœur, Mme Prabowo- Titiek) et le frère du ministre des Mines et de l'Energie. (Waldman and Salomon, 1998).

<sup>66</sup> En général dans ces pays émergents la production ne se régule par sur un marché de gros mais par des contrats de long terme.

Quoi de neuf quinze ans après la crise politique ? La fin des privilèges des proches de Suharto signifie-t-elle une économie plus ouverte ou bien le principe reste-t-il celui de la redistribution des rentes en fonction de l'équilibre politique ? Différentes informations convergent pour établir que la corruption reste endémique et que plusieurs des figures montantes du monde des affaires sont des héritiers de première ou de deuxième génération d'entrepreneurs qui ont passé la crise. On les retrouve, vers 2001-02, dans le rachat des actifs de la "maison" Suharto : le groupe Bimantara (de Bambang), la BCA (de Salim, de Sigit et Tutut), une raffinerie d'huile de palme (Salim) de sorte que des rumeurs circulent à Djakarta. "*that Tanaoesoedibjo is acting as a proxy for the Suharto family, that Budi and Bambang Hartono are fronting for the Salim at BCA, and that Hanny Sutanto represented the Salims in the oleochemical deal.*" (Business Week July 15, 2002, 28-30).

Dix ans plus tard la campagne présidentielle de 2013 apporte témoignage de ce passé qui subsiste : "*while the archipelago has made striking economic progress, some of the nation's elite have retained their power from the Suharto era*"<sup>67</sup>. Parmi les trois candidats à l'élection présidentielle on trouve Aburizal Bakrie (l'homme d'affaires) et Prabowo Subianto (époux de la seconde fille de Suharto - Titiek), soutenu par son frère, Hashim Djojohadikusumo, l'homme d'affaires du pétrole et du gaz<sup>68</sup>. Une récente affaire dévoile le poids du clan Atut, organisé autour de la gouverneur de Banten ; au moins dix membres de la famille occupent des fonctions politiques et des entreprises amies ont pu développer leur activité<sup>69</sup>. De même Jusuf Kalla, fondateur de Kalla Group, a été vice-président de l'Indonésie entre 2004 et 2008. Son groupe intervient dans l'immobilier et la construction. Il a bénéficié du programme de modernisation des infrastructures lancé par le président Yudhoyono<sup>70</sup>. "*Some families went into politics to protect their assets. For a lot of other families it's the other way round, using their political position to make money* (Buehler M. cité in FT October 21, 2013, 4). Bref la politique et les affaires ne sont jamais loin. La vie politique est dominée par un cartel – le parti démocratique Golkar de Suharto et le Indonesian Democratic party – où les relations personnelles et de clientèle dominant. Dans l'Indonésie post-Suharto les élites politiques qui pèsent sont celles qui commandent assez de ressources financières (Mietzner, 2007).

## Références.

Amelot X., Bernardie-Tahir N., Bonnassieux A., Bouquet C., *Asie : aménagement et environnement*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009.

Bafoil, F., Capitalisme politique et développement dépendant en Asie du Sud-Est. *Revue de la Régulation*, 2013, 13 (1), p. 2-18. <hal-01024836>

Barr, C., *Banking on Sustainability: Structural Adjustment and Forestry-Reform in Post-Suharto Indonesia*. Washington CIFOR et WWF, 2001

Leuz, C., Oberholzer-Gee, F., Political relationships, global financing, and corporate transparency: Evidence from Indonesia, *Journal of Financial Economics* 81, 2006, 411-439.

<sup>67</sup> FT Aug. 12, 2013, 5, Ben Bland, A delicate succession

<sup>68</sup> Hashim Djojohadikusumo a créé **Tirtamas Group**. Il émerge en 1988 lorsqu'il lance une OPA sur le n° 2 du ciment : PT Semen Cibinong, capacité de 4 Mt,

<sup>69</sup> Beb Bland, Indonesian clans hit by bribe probes ahead of poll, FT October 21, 2013, 4

<sup>70</sup> Le Monde, 5 février 2013, 4 : "4 tycoons du business indonésien" ; FT Oct. 21, 2013, 4 ; article qui présente d'autres familles

Mietzner M., Party financing in post-Soeharto Indonesia: between state subsidies and political corruption, *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs*, 29 (2), 2007, 238-263.

Mobarak A.M., Purbasari, D.P., Corrupt Protection for Sale to Firms: Evidence from Indonesia. Unpublished working paper, Boulder University, April 15, 2006, researchgate.net

Pomonti, J.C., *Le Monde* 10 mars 1998, 12 ; 16 mai 1998, 1-2 ; 22 mai 1998, 3.

Radelet S., "Indonesia: Long Road to Recovery", working paper, Harvard Institute for International Development, March 1999.

Raillon F., How to become a National Entrepreneur. The rise of Indonesian Capitalists, *Archipel*, (41), 1991, 89-116.

Reynolds C., The fourth largest market in the world, *Tobacco Control*, 1999, 8: 89-91 ; <http://tobaccocontrolbmj.com/content/8/89.full.html>

Rinalki, S., *The Indonesian Military After the New Order*, n° 2, NIAS Press, 2005.

Robertson-Snape Fiona, Corruption, collusion and nepotism in Indonesia, *Third World Quarterly*, 30 (3), 1999, 589-602

Rosser A., *The Politics of Economic Liberalization in Indonesia: State, Market and Power*, Abingdon, New York, Routledge, 2013

Stiglitz, J.E. 2002, *La grande désillusion*, Paris, Fayard.

Waldman P. and Salomon J. , "U.S. Power Deals in Indonesia Draw Flak. Critics Accuse Companies of Using Links With Suharto to Win Contracts". *Asian Wall Street Journal*, Dec 24, 1998, 1 suiv

Winters, J.A., *Oligarchy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011

*World Development Report 1994: Infrastructure for Development*, The World Bank, Oxford University Press, Washington D.C., 1994.

Zemer Charles, *People, Plants, and Justice: The Politics of nature Conservation*, Columbia University Press, 2013